

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° *B* 4368 B

Réseau *Direction du*
(Service *Service commun*)

6 Février 1939

OBJET DE LA CONSULTATION

Approbation du Tableau de distances

Références :

Observations :

D^{re} N° 4368 B ; Aff. :

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

PARIS, le 17 Décembre 1937,

Direction Générale des Chemins
de fer et des Transports.-----
5ème Bureau

C.F.5. N° 8023

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer Français

En vue de procurer à la Société Nationale des Chemins de fer français, les recettes supplémentaires destinées à réaliser l'équilibre financier de son exploitation, vous m'avez, par lettres des 26 Novembre et 6 Décembre 1937, soumis des suggestions tendant au relèvement général des tarifs de voyageurs et de marchandises à partir du 1er Janvier 1938.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de la Convention du 28 Juin 1921, le Conseil Supérieur des Chemins de fer, appelé à délibérer sur cette question, a émis l'avis :

1°- Qu'il y a lieu de vous autoriser à relever, à la date du 1er Janvier 1938, à 530 % le taux maximum des majorations générales applicables aux tarifs maxima de transport des voyageurs, étant entendu :

a) que les prix de transport des voyageurs seront fixés respectivement à :

Of.60	par kilomètre	en 1ère classe,
Of.43	-	en 2ème classe,
Of.315	-	en 3ème classe,

b) que les prix de transport applicables aux militaires et marins seront fixés comme suit :

- militaires et marins voyageant en corps)	0f.15 par km. en 1ère classe,	
	()	0f.1125 - en 2ème classe,
	()	0f.0825 - en 3ème classe,

jusqu'à intervention d'un traité à débattre avec l'Administration de la Guerre;

- militaires et marins voyageant isolément)	0f.15 par km. en 1ère classe,	
	()	0f.1075 - en 2ème classe,
	()	0f.07875 - en 3ème classe

c) que les prix qui figurent dans les divers tarifs spéciaux voyageurs seront relevés du même pourcentage que les prix des billets des voyageurs ordinaires de la classe correspondante.

d) qu'en ce qui concerne le titre I des Dispositions diverses des tarifs voyageurs, les prix applicables seront ceux qui figurent à l'exemplaire annexé à l'avis du Conseil Supérieur,

2°) Qu'il y a lieu de vous autoriser à relever à la même date du 1er Janvier 1938, à 780 % le taux maximum des majorations générales applicables aux tarifs maxima de transport des marchandises G.V. et P.V. étant entendu :

.....

a) que les bases de tous les barèmes normaux du clavier, ainsi que les bases des barèmes spéciaux et les prix de toute nature figurant dans les tarifs, seront en principe majorés uniformément de 25 % par rapport aux prix actuels, mais toutefois arrondis, sous le contrôle du Ministre des Travaux Publics dans la mesure nécessaire au maintien de la tarification dans la présentation adoptée depuis le 16 Août 1937.

b) que cette majoration, appliquée comme au paragraphe a) ci-dessus, sera toutefois de 20 % en ce qui concerne les tarifications suivantes :

- prix de transport applicables aux bagages et chiens,
- tarif à vitesse unique des animaux vivants,
- tarif spécial G.V. n° 3,
- tarif spécial G.V. n° 100,
- tarif spécial P.V. n° 100, Chap. 1er, paragraphe I, Titre B, (avec insertion à ce tarif des nouveaux barèmes spéciaux nécessaires pour exprimer la majoration de 20 % par rapport aux barèmes actuels)
- tarif des colis agricoles,
- tarif spécial P.V. N° 3, mais uniquement en ce qui concerne le transport des denrées suivantes : blé, farine de blé, carottes, choux, navets, panais, pommes de terre et pommes de terre vieilles.

c) que pour les dispositions tarifaires, traités, conventions ou arrangements qui comportent encore l'application d'une majoration à des prix de base, le nouveau taux de la majoration applicable sera fixé à 760 %;

d) que la modification des tarifs de transit et internationaux fera l'objet de propositions ultérieures

suivant la procédure réglementaire, d'accord, le cas échéant avec les Administrations étrangères intéressées, et compte tenu des prix pratiqués par la concurrence.

3°) qu'il y a lieu de mettre à la même date en harmonie avec le relèvement de l'ensemble des tarifs, les divers frais et taxes dont la fixation est de la compétence du Ministre des Travaux Publics.

4°) que toute atténuation de l'ensemble des présentes propositions serait de nature à diminuer les recettes supplémentaires escomptées et jugées nécessaires pour l'équilibre de l'exploitation de 1938 et ne pourrait donc être envisagée que si elle était accompagnée de mesures compensatrices, ou sous réserve de l'application de l'article 18 de la Convention du 31 Août 1937.

J'ai l'honneur de vous informer, après avis de M. le Ministre des Finances que je ne fais pas d'opposition à l'application de ces mesures à partir du 1er Janvier 1938.

Pour l'exécution de celles de ces mesures prévues au 2° (parag. a et b), les tarifs à appliquer devront être conformes aux exemplaires ^{joints} à la présente dépêche.

D'autre part, je fixe aux taux indiqués dans ces exemplaires les divers frais et taxes dont la détermination incombe à mon Administration.

En outre, conformément à l'avis du Conseil Supérieur je vous invite à étudier et à présenter une proposition tendant à aménager l'incidence du relèvement aux moyennes et longues distances pour les barèmes M³ et M⁵ du tarif P.V. 1 et pour le barème spécial N° 1 du tarif P.V. 100.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente décision.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Signé : QUEUILLE.

O.F.

S.N.C.F.

Conseil d'Administration.

N° 553.7

31 Décembre 1937

Copie

Monsieur le Ministre,

Par dépêche du 17 décembre 1937, vous avez bien voulu approuver, sous certaines réserves, les propositions que nous vous avions présentées les 26 novembre et 6 décembre tendant au relèvement général des tarifs de voyageurs et de marchandises, et viser, à cet effet, les nouveaux tarifs applicables à partir du 1er janvier 1938 que nous vous avons soumis.

Avec ces tarifs se trouvaient les tableaux de distances à utiliser pour le calcul des prix de transport et des frais accessoires à percevoir par la Société Nationale des Chemins de fer en vertu de l'article 10 du projet de Cahier des Charges, alors soumis à l'examen du Conseil d'Etat.

Votre décision du 17 décembre 1937 précitée ne visant pas explicitement l'approbation des dits tableaux, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien la compléter par la mention de cette approbation.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,
signé: GUINAND.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics,
Direction Générale des chemins de fer et
des transports.

RB/

MINISTERE
DES TRAVAUX PUBLICS.

PARIS, le 27 Janvier 1939,

Copie

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports.

LE MINISTRE

2ème Bureau

C.F.2. 8023

à Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL D'ADMINISTRATION
de la SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER
FRANCAIS.

Par lettre du 31 Décembre 1938, vous avez demandé que la décision ministérielle du 17 Décembre 1937 qui a approuvé les propositions présentées les 26 Novembre et 6 Décembre en vue du relèvement général des tarifs de voyageurs et de marchandises, soit complétée par l'approbation explicite des tableaux de distances à utiliser pour le calcul des taxes, tableaux qui étaient joints aux propositions.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en raison de l'impossibilité matérielle d'énoncer dans la décision susvisée du 17 Décembre 1937, la quantité considérable de documents qui étaient approuvés, il a été seulement indiqué dans le texte que "les tarifs à appliquer devront être conformes aux exemplaires joints à la présente dépêche".

Cette formule générale englobant l'ensemble des

.....

documents soumis à mon approbation il n'y avait pas lieu de mentionner spécialement les tableaux de distance plutôt que les tarifs généraux, la classification générale ou tous autres tarifs.

Dans ces conditions, je n'estime pas qu'il y ait lieu de compléter dans le sens que vous indiquez la décision du 17 Décembre 1937, étant entendu que cette décision a approuvé implicitement les tableaux de distance présentés par la Société Nationale des Chemins de fer et qui sont retournés à celle-ci visés par les Contrôleurs Généraux.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
PAR AUTORISATION
LE CONSEILLER D'ETAT
DIRECTEUR GENERAL DES CHEMINS DE FER
& DES TRANSPORTS.

R. CLAUDON.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

le 6 février

19 39

SERVICE COMMERCIAL

54, Boulevard Haussmann

PARIS - IX^e

Tél. : TRinité 76.00

Confidentielle3^e DIVISION 3/6Réf. : 536-3I
38.2I D

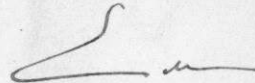
Monsieur le Directeur du Service X,

Approbation des tableaux de distances actuellement
en usage comme suite aux difficultés en cours avec l'agence
LAMY

Je vous adresse, ci-joint, copie de la réponse que
nous venons de recevoir de M. le Ministre des Travaux Publics
à la suite de notre lettre du 31 décembre 1938.

M. le Directeur Général me demandant de lui faire
connaître si les termes de cette décision sont de nature à
nous donner satisfaction, je vous serais reconnaissant de
bien vouloir me mettre à même de lui répondre.

A. LE DIRECTEUR DU SERVICE C,



8 Février 1939

CONFIDENTIELLE

A.G. B

Monsieur le Directeur du Service Commercial

(3^{ème} Division 3/6 536-31)
38.21 D

Vous avez bien voulu me communiquer le 6 février la réponse ministérielle du 27 janvier à la lettre de la S.N.C.F. du 31 décembre 1938, relative à l'approbation du tableau des distances. Vous me demandez de vous faire connaître si cette décision est de nature à nous donner satisfaction.

La lettre du 31 décembre demandait au Ministre de compléter sa décision du 17 décembre 1937 (approuvant des augmentations de tarifs à partir du 1^{er} janvier 1938) par une approbation des tableaux de distances qui lui avaient été soumis avec les tarifs proposés.

Dans sa réponse, le Ministre reconnaît que s'il n'a pas approuvé nommément les tableaux de distances en même temps que les tarifs, c'est parce que, en raison de la quantité de documents qui lui étaient soumis, son approbation a

pris une forme générale englobant l'ensemble de ces documents.

Le Ministre estime donc inutile de compléter sa décision puisque celle-ci impliquait selon lui approbation des tableaux des distances, compris dans ces documents.

Cette interprétation du Ministre ne serait indiscutable devant les tribunaux que si le visa du contrôle sur les tableaux de distance était bien daté du 17 décembre 1937. Car dans le cas contraire, il n'apparaîtrait pas que tels tableaux déterminés ont été soumis au Ministre avec les autres documents et approuvés par lui à cette date.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Auzange

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

54, BOULEVARD HAUSSMANN . PARIS IX . TÉL. TRINITÉ 76.00

SERVICE COMMERCIAL

Le 16 Février

19 39

3 • DIVISION 3/6

Réf. : 536 -31
38 -21 D**CONFIDENTIEL**

Monsieur le Directeur du Service X.

Approbation des tableaux de distance actuellement en usage comme suite aux difficultés en cours avec l'Agence-Lamy.

C 17 FEV 39

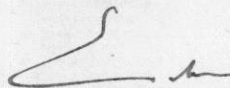
Par votre lettre A.G.B. du 8 février courant, vous avez bien voulu me faire connaître que l'interprétation du Ministre visant l'approbation des Tableaux de distances en même temps que les tarifs ne serait indiscutable, devant les tribunaux, que si le visa du Contrôle sur les Tableaux de distances était bien daté du 17 décembre 1937.

Nous venons de recevoir la collection de Tableaux de distances que nous avons soumise à cet effet au visa du Contrôleur Général.

Ces Tableaux sont bien visés du 17 décembre 1937 et nous pensons dans ces conditions, que nous sommes couverts à partir de cette date.

Je vous serais obligé, néanmoins, de vouloir bien me le confirmer.

A. Le Directeur du Service C.,



17 Février

9

CONFIDENTIEL

A.G.B

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

(3^{ème} Division 3/6 536 - 31)
38 - 21 D

Par votre lettre du 16 Février, vous me faites connaître que vous venez de recevoir avec le visa du Contrôle daté du 17 Décembre 1937, le tableau des distances implicitement approuvé par le Ministre à cette date, comme le précise sa dépêche du 27 Janvier 1939.

Comme vous l'indiquait ma lettre du 8 Février, ce visa identifie bien les tableaux que le Ministre a entendu approuver le 17 Décembre 1937 et il ne semble pas, dans ces conditions, que la validité de cette approbation puisse être contestée en justice.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

